Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Décosse, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Salaberry-de-Valleyfield (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Signature _____ Date 2020-06-17

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Goudreau Poirier inc.

Salaberry-de-Valleyfield, le 17 juin 2020

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	64 729 138	66 723 822	64 406 678
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 901 941	2 945 303	2 811 422
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 193 122	5 135 309	9 431 449
Services rendus	5	6 387 595	7 450 165	6 512 949
Imposition de droits	6	2 885 703	4 909 080	3 625 324
Amendes et pénalités	7	1 040 350	1 520 200	1 076 270
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	615 750	757 474	774 130
Autres revenus	10	4 592 938	6 276 797	5 191 188
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	89 346 537	95 718 150	93 829 410
Charges				
Administration générale	14	7 988 824	8 385 408	7 594 202
Sécurité publique	15	13 449 186	13 298 575	12 928 711
Transport	16	21 586 682	22 778 062	21 811 329
Hygiène du milieu	17	21 970 389	22 879 548	22 172 945
Santé et bien-être	18	459 886	432 916	506 854
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 010 235	4 032 042	3 772 485
Loisirs et culture	20	11 194 351	10 939 921	10 448 363
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 849 363	5 746 748	5 485 961
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	86 508 916	88 493 220	84 720 850
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 837 621	7 224 930	9 108 560
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		169 472 968	160 364 408
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		169 472 968	160 364 408
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		176 697 898	169 472 968

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 185 090	5 662 179
Débiteurs (note 5)	2	39 538 404	37 887 216
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	169 198	300 871
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	46 892 692	43 850 266
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		5 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 943 930	15 086 480
Revenus reportés (note 12)	12	1 661 294	1 161 317
Dette à long terme (note 13)	13	179 931 410	177 872 673
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 346 000	2 483 000
	15	198 882 634	196 608 470
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(151 989 942)	(152 758 204)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	319 485 418	312 823 210
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	8 457 487	8 582 296
Stocks de fournitures	19	603 580	719 889
Autres actifs non financiers (note 17)	20	141 355	105 777
	21	328 687 840	322 231 172
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	176 697 898	169 472 968

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 837 621	7 224 930	9 108 560
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(33 978 704)	(22 038 076)	(21 287 791)
Produit de cession	3		75 000	
Amortissement	4	14 324 125	15 021 019	14 322 974
(Gain) perte sur cession	5		300 877	
Réduction de valeur / Reclassement	6		(21 028)	
	7	(19 654 579)	(6 662 208)	(6 964 817)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		124 809	(1 338 290)
Variation des stocks de fournitures	9		116 309	36 728
Variation des autres actifs non financiers	10		(35 578)	768 687
	11		205 540	(532 875)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(16 816 958)	768 262	1 610 868
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(152 758 204)	(154 369 072)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(152 758 204)	(154 369 072)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(151 989 942)	(152 758 204)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 224 930	9 108 560
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	15 021 019	14 322 974
Autres			
- Provision moins-value et ajust	3	181 376	109 627
- Gain sur disposition d'immos	4	300 877	
	5	22 728 202	23 541 161
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 651 188)	(3 562 283)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(142 550)	864 011
Revenus reportés	9	499 977	510 395
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(137 000)	(108 000)
Propriétés destinées à la revente	11	124 809	(1 338 290)
Stocks de fournitures	12	116 309	36 728
Autres actifs non financiers	13	(35 578)	768 687
	14	21 502 981	20 712 409
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(22 038 076)	(21 287 791)
Produit de cession	16	75 000	
	17	(21 963 076)	(21 287 791)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(109 114)	(109 114)
Remboursement ou cession	19	38 383	161 552
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(70 731)	52 438
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	25 000 000	29 793 441
Remboursement de la dette à long terme	24	(23 088 413)	(27 671 847)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(5 000)	5 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	147 150	36 750
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 053 737	2 163 344
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 522 911	1 640 400
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 662 179	4 021 779
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	5 662 179	4 021 779
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	7 185 090	5 662 179

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield est constituée en vertu du décret 418-2002 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q.,c.O-9) daté du 10 avril 2002 et promulgué le 24 avril 2002. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c.C-19) et ses amendements.

La Ville est issue du regroupement de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, de la Ville de Saint-Timothée et de la Municipalité de la Grande-Ile.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle. La ville a sous son contrôle un organisme périmunicipal, soit la Société du Port de Valleyfield.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

a) Périmètre comptable

Les comptes de la ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Les comptes de la Société du Port, organisme périmunicipal, sont inclus à 100 % dans les états financiers de la ville.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations et poursuites en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financiers des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût moyen depuis l'exercice 2013. Auparavant, les stocks étaient établis selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéraire. La durée de vie utile des immobilisations a été établie comme suit :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements	5 à 20 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA du 31 décembre 2008 ;
  - pour le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM): au rythme du paiement des contributions à Retraite Québec.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 910 090	5 662 179
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	275 000	
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	7 185 090	5 662 179
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 563 719	2 051 942
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	7 548 816	13 835 558

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	5 138 776	5 414 842
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	17 951 484	18 608 401
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	751 828	681 761
Organismes municipaux	15	10 803 418	9 727 144
Autres			
- Services rendus, amendes, etc	16	4 892 898	3 455 068
-	17		
	18	39 538 404	37 887 216
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	15 125 191	17 092 946
Organismes municipaux	20	9 092 700	7 865 600
Autres tiers	21	(364 559)	(536 229)
	22	23 853 332	24 422 317
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 652 720	1 146 081

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	169 198	300 871
Autres placements	31		
	32	169 198	300 871
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(2 346 000)	(2 483 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(2 346 000)	(2 483 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 049 000	2 092 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	101 077	90 298
	43	2 150 077	2 182 298

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après "régimes avec report"). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

ont été déposées devant la Cour supérieure visant à annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La municipalité et ses entités consolidées ont finalisé l'entente pour le régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit sur découvert de 5 000 000 $ au taux de base (3.95% au 31 décembre 2019) renégociable le 31 juillet 2020. Au 31 décembre 2019, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

La Ville a également autorisé et négocié auprès de la même institution financière une marge de crédit temporaire pour des projets d'infrastructures au montant de 8 000 000 $. Cette marge bénéficie du même taux d'intérêts et est renégociable le 31 juillet 2020. Au 31 décembre 2019, cette marge n'était pas utilisée.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	6 893 456	7 383 117
Salaires et avantages sociaux	48	2 778 952	2 921 626
Dépôts et retenues de garantie	49	3 794 503	3 405 644
Provision pour contestations d'évaluation	50		11 986
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus à payer-dette	53	1 190 376	1 180 568
- Allocation départ, transition	54	286 643	183 539
-	55		
-	56		
-	57		
	58	14 943 930	15 086 480

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	136 560	4 613
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	972 424	774 428
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	103 181	43 942
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres	68	449 129	338 334
-	69		
-	70		
-	71		
	72	1 661 294	1 161 317

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	4,45	2020	2049	73	180 817 000	178 836 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		2 881
Organismes municipaux					78	1 074 000	1 119 000
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80	160 320	181 852
					81	182 051 320	180 139 733
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(2 119 910)	(2 267 060)
					83	179 931 410	177 872 673

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019	
2020	84	92	13 537 000	100	109		74 800	117	13 611 800	
2021	85	93	13 762 000	101	110		96 800	118	13 858 800	
2022	86	94	13 096 000	102	111		102 800	119	13 198 800	
2023	87	95	12 154 000	103	112		105 800	120	12 259 800	
2024	88	96	11 912 000	104	113		108 800	121	12 020 800	
2025 et +	89	97	116 356 000	105	114		745 320	122	117 101 320	
	90	98	180 817 000	106	115		1 234 320	123	182 051 320	
Intérêts et frais accessoires				107				124		
	91	99	180 817 000	108	116		1 234 320	125	182 051 320	

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(151 989 942)	(152 758 204)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127		
Autres	128		
	129	(151 989 942)	(152 758 204)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	84 603 879	158	3 867 962	185	2 167 329	212	86 304 512
Eaux usées	131	155 525 263	159	3 144 240	186	3 317 005	213	155 352 498
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	142 395 482	160	4 986 296	187	11 794 952	214	135 586 826
Autres	133	50 367 377	161	3 485 575	188	(6 749 890)	215	60 602 842
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	50 922 437	163	6 129 863	190	403 016	217	56 649 284
Améliorations locatives	136	2 912 663	164	4 436	191		218	2 917 099
Véhicules	137	2 932 872	165		192		219	2 932 872
Ameublement et équipement de bureau	138	3 878 191	166	1 234	193	390 172	220	3 489 253
Machinerie, outillage et équipement divers	139	16 546 474	167	549 129	194	311 705	221	16 783 898
Terrains	140	11 698 975	168	246 126	195	(62 342)	222	12 007 443
Autres	141		169		196		223	
	142	521 783 613	170	22 414 861	197	11 571 947	224	532 626 527
Immobilisations en cours	143	610 761	171	(376 785)	198	(246 873)	225	480 849
	144	522 394 374	172	22 038 076	199	11 325 074	226	533 107 376
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	35 165 684	173	2 093 766	200	2 036 860	227	35 222 590
Eaux usées	146	68 259 201	174	4 140 263	201	2 238 745	228	70 160 719
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	53 955 234	175	4 316 201	202	5 455 134	229	52 816 301
Autres	148	18 425 387	176	2 482 102	203	551 784	230	20 355 705
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	14 063 488	178	1 319 303	205	67 680	232	15 315 111
Améliorations locatives	151	2 665 961	179	20 416	206		233	2 686 377
Véhicules	152	2 263 456	180	60 506	207		234	2 323 962
Ameublement et équipement de bureau	153	3 476 783	181	73 408	208	390 172	235	3 160 019
Machinerie, outillage et équipement divers	154	11 295 970	182	515 054	209	229 850	236	11 581 174
Autres	155		183		210		237	
	156	209 571 164	184	15 021 019	211	10 970 225	238	213 621 958
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	312 823 210					239	319 485 418
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	3 838 734	4 121 175
Autres	252	4 618 753	4 461 121
	253	8 457 487	8 582 296
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	8 457 487	8 582 296
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Contrat d'entretien	256	59 480	23 703
-	257		
-	258		
Autres			
- Autres	259	81 875	82 074
-	260		
	261	141 355	105 777
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville s'est engagée par engagements de crédit auprès de différents organismes ou sociétés. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir, au cours des cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2020	18 305 485 $
2021	11 826 824 $
2022	8 009 248 $
2023	2 553 001 $
2024	1 487 864 $

Organisme contrôlé

La Société du Port de Valleyfield s'est engagée en vertu d'une entente d'une durée de trois ans échéant en octobre 2022 pour des services de sécurité. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2020	421 531 $
2021	425 521 $
2022	357 673 $

19. Droits contractuels

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville a signé plusieurs ententes relativement à la prestation de services et la location d'immeubles. En vertu de ces ententes, les revenus qui seront constatés au cours des cinq prochains exercices financiers s'établissent comme suit:

2020	1 442 937 $
2021	1 352 533 $
2021	1 352 891 $
2022	1 340 619 $
2023	948 148 $

De plus, au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville et les gouvernements du Québec et du Canada ont signé des protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser une somme de 65 353 948 $ pour des travaux. La ville doit également investir 40 695 215 $ dans ces travaux. Les revenus comptabilisés par la Ville au cours de l'exercice et des exercices antérieurs relativement à ces ententes totalisent 9 306 674 $.

Organisme contrôlé

La Société du Port de Valleyfield a signé plusieurs baux relativement à la location d'entrepôts et de terrain. En vertu de ces ententes, les revenus qui seront constatés dans les prochains exercices s'établissent comme suit :

2020	1 204 818 $
2021	1 140 142 $
2022	1 074 239 $
2023	944 002 $
2024	897 726 $

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
Cité des Arts et des Sports		460 000		50 200
Centres Sportifs S-de-Valleyfield		5 540 000	3 324 000	3 601 000
Centres Sportifs S-de-Valleyfield		2 998 962	1 723 330	
Société du Vieux Canal de Beauharnois		1 057 755	423 102	475 990
Société du Vieux Canal de Beauharnois		900 000	270 000	360 000
Société du Vieux Canal de Beauharnois		82 827	45 239	49 323
Musée de Société des Deux-Rives		1 000 000	466 667	533 333
Musée de Société des Deux-Rives		500 000	450 000	461 434
Cité des Arts et des Sports		3 620 906	2 454 428	2 620 911
Cité des Arts et des Sports		1 000 000	679 488	725 615
Cité des Arts et des Sports		500 000	338 062	361 000
Valspec		1 500 000	334 483	438 000
Valspec		550 000	302 500	330 000
Cité des Arts et des Sports		1 629 094	370 481	547 402
Cité des Arts et des Sports		15 000		
	262	21 354 544	11 181 780	10 554 208

La Ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'emprunts consentis à des organismes ne faisant pas partie de son périmètre comptable. Advenant que la Ville doive débourser ces cautions, ces sommes viendront augmenter les charges de l'exercice.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale, de s'assurer contre certains risques, en souscrivant à une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance reconnue, par l'intermédiaire d'un courtier en assurance de dommages et ceci, après avoir fait évaluer ses besoins par une firme d'experts.

Le contrat d'assurance, en vigueur au 31 décembre 2019, s'étend entre autres: aux bâtiments et contenu, aux pertes d'argent et fidélité des employés, aux équipements d'entrepreneur (risques multiples), aux bris des machines, aux automobiles, aux accidents et à la responsabilité civile générale. Finalement, un contrat d'assurance responsabilité excédentaire de type "Umbrella" est aussi en vigueur.

c) Poursuites

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total de certaines est estimé à 45 955 136 $ et d'autres dont le montant est indéterminé ont été entreprises contre la Ville de Salaberry-de-Valleyfield. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. (voir cependant note 20 b). Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. Les administrateurs de la Ville sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 342 907 $ a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Griefs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Des avis de griefs alléguant le non-respect des conventions collectives ont été déposés par les syndicats des employés de la Ville pour un montant estimatif de 109 600 $. De l'avis des administrateurs de la Ville, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été inscrite aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Environnement

i) Site d'enfouissement sanitaire

Un ancien site d'enfouissement sanitaire de la Ville a été identifié comme lieu pouvant présenter des impacts écologiques négatifs produits par des déchets déposés dans ce site par la Ville et des municipalités environnantes au cours de plusieurs années. Il a été établi avec le ministère de l'Environnement que des correctifs seront nécessaires. À cet effet, un mandat a été accordé à la firme Soprin-ADS et un rapport a été déposé en 1998 et transmis au ministère de l'Environnement du Québec en 1999. Entre 2015 et 2020, des analyses ont démontré la présence de biogaz. Au terme de ces analyses, la firme GBI a recommandé un plan de suivi environnemental des biogaz. Ce plan, qui consiste à la prise de mesures des biogaz, permettra de confirmer que le site est sécuritaire. Pour le moment, la Ville n'envisage pas d'autres analyses relativement aux autres impacts possibles dus à la présence des déchets. Il n'est présentement pas possible d'évaluer le coût total de la décontamination du site ou de la mise en place de d'autres mesures de mitigation ainsi que leur mode de financement.

Lorsque le montant en cause sera connu, ce dernier sera comptabilisé à titre de passif et la Ville aura la possibilité de se prévaloir d'une mesure d'allègement pour en étaler l'effet sur la taxation.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. Événements postérieurs à la date du bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus(COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 17 juin 2020, l'entité est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19, notamment la fermeture de ses bureaux jusqu'au 23 juin 2020 en vertu d'un décret provincial.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	64 370 868	64 729 138	66 697 122			66 697 122
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 811 422	2 901 941	2 945 303			2 945 303
Quotes-parts	3						
Transferts	4	2 344 853	2 093 122	2 429 357			2 429 357
Services rendus	5	2 733 899	2 655 617	2 793 746		4 656 419	7 450 165
Imposition de droits	6	3 625 324	2 885 703	4 909 080			4 909 080
Amendes et pénalités	7	1 076 270	1 040 350	1 520 200			1 520 200
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	731 450	595 750	719 945		37 529	757 474
Autres revenus	10	2 387 395	4 679 248	3 437 739		(348 389)	2 771 852
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	80 081 481	81 580 869	85 452 492		4 345 559	89 480 553
Investissement							
Taxes	13	35 810		26 700			26 700
Quotes-parts	14						
Transferts	15	7 086 596	4 100 000	2 705 952			2 705 952
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			601 503			601 503
Autres	18	3 649 675		2 903 442			2 903 442
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	10 772 081	4 100 000	6 237 597			6 237 597
	21	90 853 562	85 680 869	91 690 089		4 345 559	95 718 150
Charges							
Administration générale	22	7 414 761	7 809 383	8 226 138	159 270		8 385 408
Sécurité publique	23	12 491 656	13 012 131	12 859 083	439 492		13 298 575
Transport	24	12 678 219	12 619 634	12 755 819	6 144 551	4 195 190	22 778 062
Hygiène du milieu	25	15 829 493	15 626 119	16 272 916	6 606 632		22 879 548
Santé et bien-être	26	506 854	459 886	432 916			432 916
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 660 162	3 897 912	3 939 226	92 816		4 032 042
Loisirs et culture	28	8 864 692	9 610 588	9 361 663	1 578 258		10 939 921
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	5 485 961	5 849 363	5 746 748			5 746 748
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	14 322 974	14 324 125	15 021 019	(15 021 019)		
	33	81 254 772	83 209 141	84 615 528		4 195 190	88 493 220
Excédent (déficit) de l'exercice	34	9 598 790	2 471 728	7 074 561		150 369	7 224 930

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 598 790	2 471 728	7 074 561	150 369	7 224 930
Moins: revenus d'investissement	2	(10 772 081)	(4 100 000)	(6 237 597)	( )	(6 237 597)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 173 291)	(1 628 272)	836 964	150 369	987 333
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	14 322 974	14 324 125	15 021 019		15 021 019
Produit de cession	5			75 000		75 000
(Gain) perte sur cession	6			300 877		300 877
Réduction de valeur / Reclassement	7			(21 028)		(21 028)
	8	14 322 974	14 324 125	15 375 868		15 375 868
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9		360 070	261 414		261 414
Réduction de valeur / Reclassement	10			21 028		21 028
	11		360 070	282 442		282 442
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	161 552		38 383		38 383
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	109 627		202 404	405 576	607 980
	15	271 179		240 787	405 576	646 363
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 400 000		750 000		750 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(11 451 221)	(11 695 810)	(13 274 054)	( )	(13 274 054)
	18	(10 051 221)	(11 695 810)	(12 524 054)		(12 524 054)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(293 302)	(387 505)	(282 026)	( )	(282 026)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	103 304	(32 000)	1 443 845		1 443 845
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 829 773	55 000	263 598		263 598
Réserves financières et fonds réservés	22	(576 233)	(724 808)	1 755 104		1 755 104
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(542 475)	(270 800)	(337 631)	(89)	(337 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	521 067	(1 360 113)	2 842 890	(89)	2 842 801
	26	5 063 999	1 628 272	6 217 933	405 487	6 623 420
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 890 708		7 054 897	555 856	7 610 753

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	10 772 081	6 237 597		6 237 597
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(10 938)	(1 234)	( )	(1 234)
Sécurité publique	3	(216 525)	( )	( )	( )
Transport	4	(12 033 030)	(13 381 229)	( )	(13 381 229)
Hygiène du milieu	5	(7 790 454)	(7 160 531)	( )	(7 160 531)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(220 815)	(246 126)	( )	(246 126)
Loisirs et culture	8	(1 016 029)	(1 248 956)	( )	(1 248 956)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(21 287 791)	(22 038 076)	( )	(22 038 076)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(1 338 290)	(157 633)	( )	(157 633)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(109 114)	(109 114)	( )	(109 114)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 309 123	15 241 430		15 241 430
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	293 302	282 026		282 026
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		27 620		27 620
Excédent de fonctionnement affecté	16	463 651	310 080		310 080
Réserves financières et fonds réservés	17	506 453	138 609		138 609
	18	1 263 406	758 335		758 335
	19	(14 162 666)	(6 305 058)		(6 305 058)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(3 390 585)	(67 461)		(67 461)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 344 983	6 654 378	530 712	7 185 090
Débiteurs (note 5)	2	38 140 360	38 895 663	1 050 506	39 538 404
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	300 871	169 198		169 198
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	42 786 214	45 719 239	1 581 218	46 892 692
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	5 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 361 581	14 260 079	1 091 616	14 943 930
Revenus reportés (note 12)	12	1 156 316	1 655 700	5 594	1 661 294
Dette à long terme (note 13)	13	177 872 673	179 931 410		179 931 410
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 483 000	2 346 000		2 346 000
	15	195 878 570	198 193 189	1 097 210	198 882 634
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(153 092 356)	(152 473 950)	484 008	(151 989 942)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	312 823 210	319 485 418		319 485 418
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	8 582 296	8 457 487		8 457 487
Stocks de fournitures	19	719 889	603 580		603 580
Autres actifs non financiers (note 17)	20	34 442	69 507	71 848	141 355
	21	322 159 837	328 615 992	71 848	328 687 840
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 172 136	6 761 962	555 856	7 317 818
Excédent de fonctionnement affecté	23	3 667 933	5 087 861		5 087 861
Réserves financières et fonds réservés	24	11 870 663	12 193 495		12 193 495
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(15 416 517)	(14 009 838)	( )	(14 009 838)
Financement des investissements en cours	26	(16 145 769)	(18 383 253)		(18 383 253)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	181 919 035	184 491 815		184 491 815
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	169 067 481	176 142 042	555 856	176 697 898

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	17 968 245	17 535 059	17 825 912	17 137 445
Charges sociales	2	4 893 063	4 734 872	4 802 916	4 633 862
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5		87 545	87 545	
Autres biens et services	6	31 593 590	32 052 912	35 628 894	34 742 076
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	5 223 910	4 840 436	4 840 436	4 621 326
D'autres organismes municipaux	8		275 412	275 412	252 900
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	412 453	406 900	406 900	348 086
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	213 000	224 000	224 000	263 649
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	3 953 585	3 892 342	3 892 342	3 660 436
Transferts	13				
Autres	14	57 538	207 187	150 000	
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	4 374 125	4 078 131	4 078 131	4 243 086
Amortissement des immobilisations	17	14 324 125	15 021 019	15 021 019	14 322 974
Autres					
- Prog. subv. et autres	18	195 507	1 259 713	1 259 713	495 010
-	19				
-	20				
	21	83 209 141	84 615 528	88 493 220	84 720 850

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	23		
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 317 818	3 577 712
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 087 861	3 667 933
Réserves financières et fonds réservés	3	12 193 495	11 870 663
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(14 009 838)	(15 416 606)
Financement des investissements en cours	5	(18 383 253)	(16 145 769)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	184 491 815	181 919 035
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	176 697 898	169 472 968
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 761 962	3 172 136
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	555 856	405 576
	11	7 317 818	3 577 712
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Immeubles industriels	12	5 869	55 869
- Engagements fin. reportés	13	186 470	33 545
- Municipalité de Grande-Ile	14	14 299	14 299
- Logement social	15	1 100 000	520 000
- Élections	16	200 000	100 000
- Rénovations d'infrastructures	17	236 384	63 195
- Société du Port	18	2 371 468	2 115 892
- Entretien bâtiments municipaux	19	240 986	240 986
- Autres projets	20	732 385	524 147
	21	5 087 861	3 667 933
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	5 087 861	3 667 933
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 155 132	1 734 320
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	4 186 884	646 352
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	6 382 892	9 112 369
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Transport adapté	45	408 587	317 622
- Fonds à des fins stationnement	46	60 000	60 000
	47	12 193 495	11 870 663
	48	12 193 495	11 870 663

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(244 000)	(488 000)
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(244 000)	(488 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(244 000)	(488 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	(89)
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
- Caisse de retraite des élus	66	(160 319)	(181 852)
-	67	( )	( )
	68	(160 319)	(181 941)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Fin. LT activités fonctionneme	72	(12 985 741)	(14 056 308)
- Dette - Annexion de territoire	73	(1 074 000)	(1 119 000)
	74	(14 059 741)	(15 175 308)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	454 222	428 643
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80	454 222	428 643
	81	(14 009 838)	(15 416 606)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	1 686 160	2 396 522
Investissements à financer	83	(20 069 413)	(18 542 291)
	84	(18 383 253)	(16 145 769)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	319 485 418	312 823 210
Propriétés destinées à la revente	86	8 457 487	8 582 296
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	169 198	300 871
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	328 112 103	321 706 377
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	328 112 103	321 706 377
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(179 931 410)	(177 872 673)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(2 119 910)	(2 267 060)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	24 217 891	24 958 546
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	14 715 584	15 954 942
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	955 525	853 268
	98	(142 162 320)	(138 372 977)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	(1 457 968)	(1 414 365)
	100	(143 620 288)	(139 787 342)
	101	184 491 815	181 919 035

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année. Les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6.5% du salaire jusqu'au 31 décembre 2008. À compter du 1er janvier 2009, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0% du salaire. À compter du 3 juillet 2016, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.2% du salaire. À compter du 1er janvier 2018, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.4% du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2% du salaire pour chaque année de participation. De plus, une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans pour une portion du service passé accumulé jusqu'au 31 décembre 2013. Cette rente est égale à 0.125% du salaire pour chaque année de participation avant le 1er janvier 2014. La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation du salaire industriel moyen jusqu'à concurrence de 1.5% jusqu'au 31 décembre 2013 et jusqu'à concurrence de 1,75% à compter du 1er janvier 2014.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(2 483 000)	(2 591 000)
Charge de l'exercice	4	(2 049 000)	(2 092 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 186 000	2 200 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(2 346 000)	(2 483 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	61 547 000	57 617 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(65 589 000)	(62 370 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(4 042 000)	(4 753 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	1 696 000	2 270 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(2 346 000)	(2 483 000)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(2 346 000)	(2 483 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	61 547 000	57 617 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(65 589 000)	(62 370 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(4 042 000)	(4 753 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 958 000	2 939 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	2 958 000	2 939 000
Cotisations salariales des employés	21	(1 469 000)	(1 467 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	1 489 000	1 472 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	336 000	358 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 825 000	1 830 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	3 242 000	3 082 000
Rendement espéré des actifs	33	(3 018 000)	(2 820 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	224 000	262 000
Charge de l'exercice	35	2 049 000	2 092 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	3 061 000	2 819 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(3 018 000)	(2 820 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	43 000	(1 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	195 000	273 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40	(2 786 000)	(2 880 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	62 489 000	55 231 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,20 %	5,18 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,18 %	5,17 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	19 457	16 020
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	65 572	53 989
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	35 505	36 309
	120	101 077	90 298

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	44 259 669	45 700 036	45 700 036	44 343 343
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	325 240	338 566	338 566	358 020
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		26 700	26 700	35 810
Autres	8				
	9	44 584 909	46 065 302	46 065 302	44 737 173
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 726 793	5 761 454	5 761 454	6 087 688
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	6 188 040	6 464 874	6 464 874	5 825 729
Matières résiduelles	13	5 503 600	5 742 272	5 742 272	5 129 943
Autres					
- Commerce dans une résidence	14	25 860	24 592	24 592	24 549
- Contrôle des animaux	15	527 384	546 894	546 894	506 699
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	222 000	208 495	208 495	224 397
Service de la dette	18	1 705 128	1 656 263	1 656 263	1 813 835
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20	245 424	253 676	253 676	56 665
Activités d'investissement	21				
	22	20 144 229	20 658 520	20 658 520	19 669 505
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	20 144 229	20 658 520	20 658 520	19 669 505
	27	64 729 138	66 723 822	66 723 822	64 406 678

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	500 633	500 610	500 610	499 360
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29	2 869	2 320	2 320	2 757
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32	503 502	502 930	502 930	502 117
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	961 626	968 611	968 611	939 261
Cégeps et universités	34	521 841	552 180	552 180	474 509
Écoles primaires et secondaires	35	742 429	747 770	747 770	720 588
	36	2 225 896	2 268 561	2 268 561	2 134 358
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	2 729 398	2 771 491	2 771 491	2 636 475
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	168 737	168 729	168 729	168 750
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	3 806	5 083	5 083	6 197
Taxes d'affaires	44				
	45	172 543	173 812	173 812	174 947
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	2 901 941	2 945 303	2 945 303	2 811 422

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55				3 627
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	130 971	96 229	96 229	107 959
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62	502 355	502 355	502 355	502 355
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				
Réseau de distribution de l'eau potable	69	101 588	97 117	97 117	74 822
Traitement des eaux usées	70	122 479	242 540	242 540	260 064
Réseaux d'égout	71	144 561	150 157	150 157	230 783
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	150 000	116 092	116 092	125 429
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				48 000
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84	7 500	207 637	207 637	65 421
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	244	630	630	140
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	95 977	103 856	103 856	107 069
Autres	89		8 000	8 000	2 528
Réseau d'électricité	90				
	91	1 255 675	1 524 613	1 524 613	1 528 197

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				47 119
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97				73 871
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 250 000	783 767	783 767	2 834 031
Traitement des eaux usées	109		(40 246)	(40 246)	
Réseaux d'égout	110	850 000	1 913 576	1 913 576	4 114 182
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126	1 000 000	48 855	48 855	17 393
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130	4 100 000	2 705 952	2 705 952	7 086 596

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	837 447	904 744	904 744	816 656
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Autres	138				
	139	837 447	904 744	904 744	816 656
TOTAL DES TRANSFERTS	140	6 193 122	5 135 309	5 135 309	9 431 449

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141		640	640	280
Évaluation	142				
Autres	143				
	144		640	640	280
Sécurité publique					
Police	145				
Sécurité incendie	146	25 000	48 307	48 307	49 366
Sécurité civile	147	2 050	1 800	1 800	1 657
Autres	148				
	149	27 050	50 107	50 107	51 023
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	150		6 217	6 217	
Enlèvement de la neige	151				
Autres	152				
Transport collectif	153	132 559	132 559	132 559	132 559
Autres	154				
	155	132 559	138 776	138 776	132 559
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156				
Réseau de distribution de l'eau potable	157				
Traitement des eaux usées	158	5 950	6 037	6 037	5 930
Réseaux d'égout	159				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	160				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	161	30 200	35 105	35 105	37 269
Tri et conditionnement	162	1 782	4 164	4 164	
Autres	163				
Autres	164				
Cours d'eau	165				
Protection de l'environnement	166				
Autres	167				
	168	37 932	45 306	45 306	43 199
Santé et bien-être					
Logement social	169				
Autres	170				
	171				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	172	500			1 270
Rénovation urbaine	173				
Promotion et développement économique	174				
Autres	175				
	176	500			1 270
Loisirs et culture					
Activités récréatives	177				
Activités culturelles					
Bibliothèques	178		15 327	15 327	
Autres	179				
	180		15 327	15 327	
Réseau d'électricité	181				
	182	198 041	250 156	250 156	228 331

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	183				
Évaluation	184				1 100
Autre	185	361 228	392 698	392 698	371 969
	186	361 228	392 698	392 698	373 069
Sécurité publique					
Police	187	355 245	354 050	354 050	354 650
Sécurité incendie	188	4 000	12 485	12 485	6 110
Sécurité civile	189	14 400	16 224	16 224	12 342
Autres	190	31 000	31 000	31 000	29 000
	191	404 645	413 759	413 759	402 102
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	192	64 044	88 153	88 153	
Enlèvement de la neige	193	23 610	41 587	41 587	31 400
Autres	194	3 000	3 305	3 305	80 730
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	195				
Transport adapté	196	247 200	247 072	247 072	252 995
Transport scolaire	197				
Autres	198				
Autres	199			4 656 419	3 779 050
	200	337 854	380 117	5 036 536	4 144 175
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201				
Réseau de distribution de l'eau potable	202	50 000			3 550
Traitement des eaux usées	203	750 000	825 021	825 021	808 068
Réseaux d'égout	204	38 550	33 346	33 346	13 392
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	205	39 750	42 416	42 416	
Matières recyclables	206	15 500	16 829	16 829	65 070
Autres	207	16 750	17 100	17 100	
Cours d'eau	208				
Protection de l'environnement	209				
Autres	210				
	211	910 550	934 712	934 712	890 080
Santé et bien-être					
Logement social	212				
Sécurité du revenu	213				
Autres	214				
	215				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	216	10 000	28 100	28 100	16 100
Rénovation urbaine	217	3 500	5 175	5 175	4 275
Promotion et développement économique	218	46 000	46 283	46 283	41 062
Autres	219				
	220	59 500	79 558	79 558	61 437
Loisirs et culture					
Activités récréatives	221	378 415	337 607	337 607	408 161
Activités culturelles					
Bibliothèques	222	5 384	5 139	5 139	5 594
Autres	223				
	224	383 799	342 746	342 746	413 755
Réseau d'électricité	225				
	226	2 457 576	2 543 590	7 200 009	6 284 618
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	2 655 617	2 793 746	7 450 165	6 512 949

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228	376 800	581 747	581 747	590 352
Droits de mutation immobilière	229	2 000 000	3 829 891	3 829 891	2 617 783
Droits sur les carrières et sablières	230	508 903	497 034	497 034	417 189
Autres	231		408	408	
	232	2 885 703	4 909 080	4 909 080	3 625 324
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	1 040 350	1 520 200	1 520 200	1 076 270
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	595 750	719 945	757 474	774 130
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		(300 877)	(300 877)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	4 223 812	1 810 573	1 810 573	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239		601 503	601 503	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241	445 436	3 693 502	3 027 615	4 078 294
Autres contributions	242		12 000	12 000	77 498
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	10 000	1 125 983	1 125 983	1 035 396
	245	4 679 248	6 942 684	6 276 797	5 191 188
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246				

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 054 008	989 942	3 907	993 849	993 849	904 197
Greffe et application de la loi	2	1 270 108	1 233 177	6 250	1 239 427	1 239 427	1 643 248
Gestion financière et administrative	3	3 110 171	2 912 487	38 195	2 950 682	2 950 682	2 713 908
Évaluation	4	886 868	890 635	209	890 844	890 844	881 586
Gestion du personnel	5	852 967	826 109		826 109	826 109	698 112
Autres							
-	6	635 261	1 373 788	110 709	1 484 497	1 484 497	753 151
-	7						
	8	7 809 383	8 226 138	159 270	8 385 408	8 385 408	7 594 202
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	6 000 608	5 797 395	197 075	5 994 470	5 994 470	5 963 535
Sécurité incendie	10	6 375 435	6 439 261	212 080	6 651 341	6 651 341	6 307 655
Sécurité civile	11	28 206	23 327		23 327	23 327	22 815
Autres	12	607 882	599 100	30 337	629 437	629 437	634 706
	13	13 012 131	12 859 083	439 492	13 298 575	13 298 575	12 928 711
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 798 485	4 685 433	4 488 324	9 173 757	9 173 757	9 127 893
Enlèvement de la neige	15	3 837 120	4 088 058	5 801	4 093 859	4 093 859	4 005 998
Éclairage des rues	16	638 606	648 298	250 282	898 580	898 580	821 504
Circulation et stationnement	17	1 224 395	1 104 526	286 864	1 391 390	1 391 390	1 423 634
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 062 590	2 022 131	1 557	2 023 688	2 023 688	1 977 560
Transport aérien	19	900	186	4 202	4 388	4 388	5 094
Transport par eau	20	57 538	207 187	1 107 521	1 314 708	5 192 400	4 449 646
Autres	21						
	22	12 619 634	12 755 819	6 144 551	18 900 370	22 778 062	21 811 329

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 699 013	1 591 956	1 299 040	2 890 996	2 890 996	3 136 083
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 555 244	2 538 127	1 401 151	3 939 278	3 939 278	3 821 425
Traitement des eaux usées	25	1 721 542	1 815 313	1 762 016	3 577 329	3 577 329	3 512 674
Réseaux d'égout	26	3 740 086	3 604 945	2 040 003	5 644 948	5 644 948	5 664 732
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 591 118	1 499 242		1 499 242	1 499 242	2 356 307
Élimination	28	1 345 158	1 107 482		1 107 482	1 107 482	1 157 819
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 272 977	1 311 616	1 260	1 312 876	1 312 876	1 209 223
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	154 487	1 101 987		1 101 987	1 101 987	173 624
Traitement	32	423 172	422 889		422 889	422 889	161 834
Matériaux secs	33	703 212	771 281	52 639	823 920	823 920	715 234
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	297 050	367 023	50 523	417 546	417 546	179 226
Protection de l'environnement	38	123 060	141 055		141 055	141 055	84 764
Autres	39						
	40	15 626 119	16 272 916	6 606 632	22 879 548	22 879 548	22 172 945
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	153 804	157 433		157 433	157 433	219 288
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	306 082	275 483		275 483	275 483	287 566
	44	459 886	432 916		432 916	432 916	506 854
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 733 702	1 595 959	70 107	1 666 066	1 666 066	1 623 457
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	110 554	104 772		104 772	104 772	111 450
Autres biens	47	164 086	601 497		601 497	601 497	370 671
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	914 593	780 066	100	780 166	780 166	1 044 208
Tourisme	49	566 777	542 244	22 609	564 853	564 853	585 603
Autres	50	408 200	314 688		314 688	314 688	37 096
Autres	51						
	52	3 897 912	3 939 226	92 816	4 032 042	4 032 042	3 772 485

22-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	637 730	592 823		592 823	592 823	548 178
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 446 718	1 324 045		1 324 045	1 324 045	1 354 999
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 869 793	1 594 146	96 731	1 690 877	1 690 877	1 739 126
Parcs et terrains de jeux	56	2 286 058	2 522 638	1 355 827	3 878 465	3 878 465	3 574 187
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	480 004	487 752		487 752	487 752	583 597
Autres	59	346 364	321 187	46 403	367 590	367 590	318 574
	60	7 066 667	6 842 591	1 498 961	8 341 552	8 341 552	8 118 661
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	149 076	146 750		146 750	146 750	143 820
Bibliothèques	62	1 220 137	1 211 530	20 511	1 232 041	1 232 041	1 190 717
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	486 109	488 629	12 383	501 012	501 012	408 284
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	688 599	672 163	46 403	718 566	718 566	586 881
	66	2 543 921	2 519 072	79 297	2 598 369	2 598 369	2 329 702
	67	9 610 588	9 361 663	1 578 258	10 939 921	10 939 921	10 448 363
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	5 128 841	5 029 357		5 029 357	5 029 357	4 821 107
Autres frais	70	507 522	493 391		493 391	493 391	401 205
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	208 000	224 000		224 000	224 000	262 000
Autres	72	5 000					1 649
	73	5 849 363	5 746 748		5 746 748	5 746 748	5 485 961
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	14 324 125	15 021 019	(15 021 019)			

22-3

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 876 546	3 876 546	2 094 652
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 153 193	3 153 193	5 568 054
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 049 923	6 049 923	7 147 973
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	208 574	208 574	755 345
Aires de stationnement	9	365 984	365 984	500 795
Parcs et terrains de jeux	10	25 509	25 509	909 560
Autres infrastructures	11	1 796 518	1 796 518	1 619 030
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	5 207 353	5 207 353	2 082 864
Édifices communautaires et récréatifs	14	578 988	578 988	97 857
Améliorations locatives	15			8 551
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			12 737
Ameublement et équipement de bureau	18	1 234	1 234	10 901
Machinerie, outillage et équipement divers	19	528 128	528 128	258 657
Terrains	20	246 126	246 126	220 815
Autres	21			
	22	22 038 076	22 038 076	21 287 791

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	3 376 311	3 376 311	1 597 794
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	1 619 138	1 619 138	3 066 908
Autres infrastructures	27	5 900 885	5 900 885	5 658 299
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	500 235	500 235	496 858
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	1 534 055	1 534 055	2 501 146
Autres infrastructures	32	2 545 623	2 545 623	5 274 404
Autres immobilisations	33	6 561 829	6 561 829	2 692 382
	34	22 038 076	22 038 076	21 287 791

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	646 352	5 228 717	1 688 185	4 186 884
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	20 118 397	3 179 139	1 773 687	21 523 849
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	134 952 667	7 524 973	9 990 385	132 487 255
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	155 717 416	15 932 829	13 452 257	158 197 988
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	17 092 946	18 355	1 986 110	15 125 191
Organismes municipaux	10	7 865 600	1 500 000	272 900	9 092 700
Autres tiers	11	(536 229)		(171 670)	(364 559)
	12	24 422 317	1 518 355	2 087 340	23 853 332
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	24 422 317	1 518 355	2 087 340	23 853 332
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	24 422 317	1 518 355	2 087 340	23 853 332
	19	180 139 733	17 451 184	15 539 597	182 051 320
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	180 139 733	17 451 184	15 539 597	182 051 320

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	182 051 318
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	20 069 413
Activités de fonctionnement à financer	3	283 246
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 186 884
Débiteurs	9	23 853 332
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 686 160
Autres		
- Activités de fonctionnement	13	737 467
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	171 940 134
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	9 092 700
Endettement net à long terme	17	181 032 834
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	2 448 651
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	183 481 485
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	183 481 485
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	315 094	315 095	315 095	302 316
Sécurité publique					
Police	4	68 621	68 621	68 621	68 557
Sécurité incendie	5	22 407	22 407	22 407	22 203
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	951 500	884 175	884 175	894 387
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	1 768 408	1 774 489	1 774 489	1 448 519
Cours d'eau	13	3 855	3 855	3 855	10 299
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	221 809	221 809	221 809	220 405
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	415 826	415 826	415 826	522 517
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	84 204	84 204	84 204	71 211
Activités culturelles	23	101 861	101 861	101 861	100 022
Réseau d'électricité	24				
	25	3 953 585	3 892 342	3 892 342	3 660 436

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1	218 354	288 018
Charges sociales	2	45 667	61 758
Biens et services	3	21 774 049	20 884 368
Frais de financement	4	6	53 647
Autres	5		
	6	22 038 076	21 287 791

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	61,00	35,00	1 820,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	1,00	52,00	***	***	***
Cols blancs	3	74,00	32,50	1 690,00	***	***	***
Cols bleus	4	77,00	40,00	2 080,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	37,00	44,00	2 288,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	250,00		7 930,00	***	***	***
Élus	9	9,00			542 540	146 498	689 038
	10	259,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	502 355				502 355
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	97 117	228 860	554 907		880 884
Traitement des eaux usées	14	242 540	(40 246)			202 294
Réseaux d'égout	15	150 157	616 957	1 296 619		2 063 733
Autres	16	532 444	14 266	34 589	904 744	1 486 043
	17	1 524 613	819 837	1 886 115	904 744	5 135 309

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	30 529	35 109
	4	30 529	35 109
Sécurité publique			
Police	5	864	5 680
Sécurité incendie	6	57 167	60 858
Sécurité civile	7		
Autres	8	30 255	30 775
	9	88 286	97 313
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 618 001	1 490 889
Enlèvement de la neige	11	1 033	1 097
Autres	12	55 912	56 596
Transport collectif	13		
Autres	14	314 614	287 644
	15	1 989 560	1 836 226
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	131 470	143 768
Réseau de distribution de l'eau potable	17	824 679	756 087
Traitement des eaux usées	18	276 662	283 551
Réseaux d'égout	19	1 156 686	1 094 043
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	29 488	2 191
Matières recyclables	21	61 793	64 322
Autres	22		
Cours d'eau	23	2 063	2 287
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	2 482 841	2 346 249
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	144 932	115 768
Rénovation urbaine	32	90 491	100 993
Promotion et développement économique	33	208 434	222 279
Autres	34		
	35	443 857	439 040
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	670 236	682 432
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	41 439	49 592
	39	711 675	732 024
Réseau d'électricité	40		
	41	5 746 748	5 485 961

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Miguel Lemieux	123 249	16 767
Lyne Lefebvre	26 572	13 286
Jason Grenier	26 572	13 286
Jean-Marc Rochon	26 572	13 286
France Chenail	26 572	13 286
Guillaume Massicotte	26 572	13 286
Jacques Smith	26 572	13 286
Patrick Rancourt	26 572	13 286
Normand Amesse	26 722	13 361

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	5 400 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	695 030 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9	X		
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	59 238 $		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	16 310 001 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	$		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22	X	23	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24		25	X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :				
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu: a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26	X	27	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	45 266 $		
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29		30	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	$		
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32	X	33	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	34	$		
b) autres formes d'aide	35	54 837 $		
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36			
Facteur comparatif de 2019	37			
Valeur uniformisée	38			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 ____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 ____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 ____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 ____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 ____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 ____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 ____

		OUI	NON
11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?	46 / 47	X	

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 2020-01-046

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2020-01-21

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens			
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 / 51	☐	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52		
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53		
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice			
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54		
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55		
Mesures d'encadrement			
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56		
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :			
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57		
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58		
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :			
- la mort	59		
- une blessure grave	60		
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61		

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield, le 17 juin 2020
1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	66 723 822
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	10 449 767
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	208 495
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	56 065 560

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 105 727 020
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	4 166 372 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	4 136 049 910

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | 1 | , | 3 | 5 | 5 | 5 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	46 785 939
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	240 896
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	47 026 835
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	6 105 935
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	6 260 062
Matières résiduelles	13	6 467 553
Autres		
- Commerce dans résidence	14	24 945
- Contrôle des animaux	15	544 976
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	240 000
Service de la dette	18	1 646 650
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	113 803
Activités d'investissement	21	
	22	21 403 924
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	21 403 924
	27	68 430 759

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	570 395
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 445
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	572 840
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	988 571
Cégeps et universités	7	502 378
Écoles primaires et secondaires	8	731 382
	9	2 222 331
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 795 171
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	166 617
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	5 235
Taxes d'affaires	17	
	18	171 852
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 967 023

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 943 991 803	x	5 0,8204	/100$	6 24 152 509				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 348 631 145	x	8 0,8253	/100$	9 2 877 253				
Immeubles non résidentiels	10 678 925 217	x	11 1,8832	/100$	12 12 785 520				
Immeubles industriels	13 175 634 150	x	14 2,4572	/100$	15 4 315 682				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19 86 943 400	x	20 1,6408	/100$	21 1 426 567				
Immeubles agricoles	22 149 732 857	x	23 0,8204	/100$	24 1 228 408				
Total					25 46 785 939	26 ( )	27 ( )	28	29 46 785 939
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	**Taux adopté**	**Revenus bruts**	**Crédits/ Dégrèvements**	**Dotation à la provision**	**Autres ajustements**	**Revenus nets**
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 x	2 /100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x	5 /100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x	8 /100$	9				
Immeubles non résidentiels	10 x	11 /100$	12				
Immeubles industriels	13 x	14 /100$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x	17 /100$	18				
Autres	19 x	20 /100$	21				
Immeubles agricoles	22 x	23 /100$	24				
Total			25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 x	31 /100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x	34 /100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x	37 /100$	38				
Immeubles non résidentiels	39 x	40 /100$	41				
Immeubles industriels	42 x	43 /100$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x	46 /100$	47				
Autres	48 x	49 /100$	50				
Immeubles agricoles	51 x	52 /100$	53				
Total			54	55 ( )	56 ( )	57	58
	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 x	60 %	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	185 , 00 $
Égout	2	, $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	194 , 00 $
Matières résiduelles	5	271 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Résiduelle	0,8204	1	
6 logements et plus	0,8253	1	
Immeubles non résidentiels	1,8832	1	
Immeubles industriels	2,4572	1	
Terrains vagues desservis	1,6408	1	
Agricole	0,8204	1	
Dette- Salaberry-de-Valleyfield	0,0079	1	
Dette - Saint-Timothée	0,0001	1	
Dette - Grande-Ile	0,0007	1	
Répartitions locales		7	taux variés
Eau - chambre	47,0000	7	par unité
Eau - piscine creusée	48,0000	7	par unité
Eau - piscine hors-terre et semi cerusée	34,0000	7	par unité
Eau traitée - au compteur	2,0600	4	du 1000 gallons imp.
Loyer de compteurs d'eau		7	taux variés
Eau non traitée		7	taux variés
Traitement des eaux usées - chambre	49,0000	7	par unité
Traitement des eaux usées - industries		7	taux variés
Déchets domestiques - chambre	39,0000	7	par unité
Déchets domestiques - commerce	308,0000	7	par unité
Collecte sélective - chambre	13,0000	7	par unité
Collecte sélective - commerce	98,0000	7	par unité
Collecte organique - chambre	17,0000	7	par unité
Collecte organique - commerce	136,0000	7	par unité
Services - commerce dans une résidence	236,0000	7	par unité
Contrôle des animaux - résidence et comm	24,0000	7	par unité
Contrôle des animaux - chambre	6,0000	7	par unité
Centre d'urgence 9-1-1	0,4600	7	par ligne téléphonique

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	68 430 759
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	221 148
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	10 393 150
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	240 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	58 018 757

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 4 383 858 572

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 1 , 3235 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	12 785 520	4 315 682		1 426 567	2 877 253	1 135 877
De secteur	2	40 083	11 001		4 135	21 060	791
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	449 992	151 892		50 209	101 266	43 234
Autres	5	1 900 484	3 274 567			1 838 710	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	15 176 079	7 753 142		1 480 911	4 838 289	1 179 902

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	24 152 509	92 531		46 785 939
De secteur	10	163 757	69		240 896
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	850 057			1 646 650
Autres	13	12 451 961	51 552		19 517 274
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	37 618 284	144 152		68 190 759

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	879 178 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-17				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	87 697 151 $
7.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	11 313 123 $
8.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	5 459 627 $
9.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	$

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

Organisme Salaberry-de-Valleyfield Code géographique 70052

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Michel Décosse , atteste que le rapport financier consolidé
de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-07-14.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Salaberry-de-Valleyfield.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Salaberry-de-Valleyfield consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Salaberry-de-Valleyfield détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-26 14:12:16

Date de transmission au Ministère :

S68